



La Commune



« des CDI pour tous...quand l'usine sera fermée »

Dernière minute :

Des grévistes de PSA, dont JP Mercier, ont fait irruption au Conseil national du PS, réuni ce 13 avril 2013. Les grévistes scandaient " interdiction des licenciements, aucune usine ne doit fermer ". Telle n'était pas pourtant la teneur de l'intervention de JP Mercier qui a suivi (Harlem Désir lui a en effet immédiatement donné la parole). Nous en publions de larges extraits.

Tout d'abord, et à juste titre, JP Mercier intervient en défense des 8 grévistes licenciés ou menacés de licenciement disciplinaire pour faits de grève et des syndicalistes poursuivis en justice.

Puis, après avoir dénoncé la famille Peugeot dont " les dividendes [ne sont] jamais réinvestis dans l'entreprise " mais " dans les coffres forts en Suisse, pas en France ! " il ajoute :

_" C'est pour ça qu'on est en bagarre, c'est pour obtenir un CDI une fois que l'usine sera fermée "

Cela veut dire que JP Mercier et les responsables CGT-Aulnay ont déjà entériné la fermeture du site d'Aulnay. ! Tel était donc le fondement de la " revendication " du " CDI pour tous " !

Ensuite, il dénonce avec véhémence la guerre que livrent les patrons contre les emplois, pour les licenciements, guerre dont " la famille Peugeot est le fer de lance " et il déclare alors

" Face à cette guerre, qu'est qu'il faut faire ? Est-ce qu'il faut nous laisser tout seuls face aux patrons, face aux employeurs ou alors est-ce qu'il faut que le gouvernement intervienne, mette tout son poids pour qu'on trouve une issue acceptable dans le dossier Aulnay pour l'ensemble des salariés ? (applaudissements dans les travées du CN du PS) [...]

_" On sait qu'avec Cahuzac, vous avez eu le sentiment de vous faire trahir. Eh bien, je peux vous dire, on peut témoigner, nous, ici, à PSA Aulnay, qu'un très grand nombre de salariés se sont sentis trahis parce que le gouvernement n'intervenait pas de notre côté dans le dossier de PSA Aulnay. Ce sentiment de trahison, on est en train de le partager de chaque côté. Eh bien, il faut que ça s'arrête, ce sentiment de trahison et pour que ça s'arrête, vous savez, si on est seul devant les patrons, devant les employeurs, forcément, au nombre qu'on est, c'est peut-être eux qui vont emporter la manche, mais on le paiera tous parce que c'est un boulevard qui est offert au Front national et ça, ce serait une véritable catastrophe nationale pour le pays, ce serait une catastrophe pour le monde du travail "

Essayons de démêler l'écheveau : JP Mercier qui aime à dire que les salariés doivent " compter sur leurs propres forces " supplie donc le gouvernement d'intervenir " dans le dossier PSA " et de ne pas laisser les grévistes d'Aulnay seuls. Et il croit pouvoir persuader le gouvernement d'arbitrer en faveur " d'un CDI pour tous, une fois que l'usine sera fermée " en agitant le spectre d'une montée du FN. L'émancipation des travailleurs ne serait donc plus l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, mais l'oeuvre de la direction du PS (qui compte, selon l'un des grévistes intervenant spontanément, un des amis de la famille Peugeot, en la personne de l'illustre Moscovici) et du gouvernement qui - tout lecteur de Lutte ouvrière le sait- est aux ordres du Medef, de ce même gouvernement qui, avec Valls, fait embarquer les grévistes au commissariat.

Mais, écoutons la suite :

_" Le gouvernement, le ministère du Travail, doivent absolument prendre leurs responsabilités dans le dossier PSA-Aulnay : on a quatre militants qui sont licenciés, 4 militants qui risquent le licenciement disciplinaire et derrière, on a 2000 salariés qui risquent le chômage parce qu'on a **aucune garantie de reclassement pour avoir un CDI**. Alors, la solution, elle est où ? Eh bien, elle est d'intervenir politiquement, de mettre tout son poids dans le dossier PSA-Aulnay pour que Peugeot entende raison, parce que c'est pas à Peugeot de faire la loi, c'est quand même le gouvernement qui a entre les mains le pouvoir politique, le pouvoir législatif d'intervenir et de faire entendre raison à Peugeot, parce que, sinon, ça veut dire que c'est la porte ouverte à l'extrême-droite et ça, encore une fois, c'est inacceptable. Alors, pour la dernière fois, on est venu vous dire ici, dans un esprit de dialogue, dans un esprit de vous demander de faire passer le message qu'on obtienne enfin ce médiateur, un médiateur avec de réels pouvoirs, de réelles compétences de médiation, qui puisse mettre le poids politique dans la balance pour qu'on obtienne au moins satisfaction sur...[applaudissements, les grévistes scandent " un médiateur-un médiateur "] "

A la sortie du CN, JP Mercier finira par lâcher " **qu'aucune voiture ne sortira de l'usine tant que les militants licenciés ne seront pas réintégrés** ".

Tout confirme donc que JP Mercier ne combat pas contre la fermeture de l'usine et contre les licenciements, mais pour de " bons reclassements ", y compris, hors de PSA. Ce qui fait alors le lit de la réplique de Montebourg :

"Je tiens à leur redire qu'il y a déjà un conciliateur nommé par Michel Sapin. Et demander un médiateur pour remettre en cause un accord déjà signé -et, je le rappelle, très largement majoritaire- n'est pas acceptable"

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »